

L'Ottawa Journal du 2 juillet rapportait un discours prononcé la veille à Woodstock, N.-B., et voici ce que j'y trouve :

M. Bennett exprime ensuite le regret de voir désertier les fermes du Nouveau-Brunswick, du Québec et des autres provinces. "J'affirme ici, dit-il, que, si je suis élu le 28 juillet, mon premier devoir sera de veiller à ce que le Canada appuie de toutes ses forces l'agriculture. Je me croirais indigne de diriger les destinées du pays si je ne faisais pas cela.

Le Citizen d'Ottawa du 3 juillet rapportait ainsi un discours prononcé la veille à Yarmouth :

M. Bennett prétend que l'agriculture ne pourra prospérer en Canada tant que nous laisserons entrer ici les denrées des autres pays. Le cultivateur canadien ne peut espérer faire de profits si le pays tout entier ne met pas toutes ses ressources en œuvre pour lui venir en aide. Il rappelle à ses auditeurs que les fermes de la Nouvelle-Ecosse ne produisent pas assez pour fournir aux consommateurs de cette province et leur dit : "Vous avez droit à ce marché et vous ne l'aurez jamais sous M. King". Il prend l'engagement suivant : "Nous nous proposons de faire adopter une loi tarifaire qui donnera aux Canadiens une chance égale à celle des autres nations du monde sur notre propre marché. Si nous sommes portés au pouvoir le 28 juillet, n'eussions-nous que deux voix de majorité, nous ferons adopter cette loi ou nous périrons à la tâche.

Le Morning Citizen du 30 juin rapportait ainsi un discours prononcé à Ormstown :

Le chef conservateur a longuement prôné la politique de son parti au sujet de l'aide aux écoles d'agriculture, de la réduction des tarifs de transport, de la distribution des denrées et de leur écoulement sur les marchés. Il dit qu'il est nécessaire que les cultivateurs reçoivent pour leurs efforts une rémunération égale à celle des autres occupations si l'on veut que nos jeunes gens et nos jeunes filles persistent à demeurer sur les fermes. L'agriculture doit être le premier soin de ceux qui veulent développer le Canada. Il faut donner à l'agriculture les mêmes avantages qu'aux autres occupations. Il faut faire en sorte que cette profession soit aussi lucrative que n'importe quelle autre. "Nous, du parti conservateur, dit-il, nous prétendons que le gouvernement fédéral, qui reçoit toutes les sortes d'impôt, doit venir en aide à l'agriculture et faire contribuer la science à rechercher les moyens d'en obtenir les meilleurs résultats. Nous, du parti conservateur, nous nous engageons à faire en sorte que l'agriculture redevenue aussi rémunératrice que dans le passé". C'est dans la distribution et dans l'écoulement des produits qu'on peut surtout aider l'agriculture. L'agriculture a besoin d'une grande route nationale pour relier l'Est à l'Ouest. Il s'engage à ce que son parti construise cette route nationale.

Le Calgary Herald du 13 juin publiait un discours prononcé la veille à Calgary. On y lit :

Nous nous engageons à encourager l'agriculture, l'élevage et l'industrie laitière qu'a si malheureusement négligés l'ancien gouvernement. Nous devons former nos jeunes gens dans les écoles d'agriculture et, pour cette raison

[Le très hon. Mackenzie King.]

son, je m'engage à maintenir la subvention du gouvernement fédéral aux diverses provinces, car seule une population rurale instruite, au sens le plus large et le meilleur, nous permettra d'atteindre les résultats que nous espérons.

A Summerside, le 4 juillet, il s'exprimait ainsi, d'après le *St. John Telegraph-Journal* du 5 juillet :

Si l'on veut que la population rurale réussisse, il faut lui procurer l'avantage de la science et de l'étude. C'est pourquoi nous avons accordé des subventions pour l'établissement d'écoles, de fermes expérimentales, non seulement pour l'agriculture mais aussi pour l'élevage et l'industrie laitière. M. King a aboli ces subventions à l'agriculture. Il en avait le droit. Nous approuvons ces subventions et nous les rétablirons lorsque nous serons de nouveau au pouvoir.

Le Citizen d'Ottawa, numéro du 23 juin, cite ce qui suit d'un discours prononcé à Brandon :

Il nous faut développer l'industrie fondamentale de l'agriculture, ajoutait-il, et réduire les frais de transport en réalisant le projet de canalisation du Saint-Laurent; il nous faut améliorer les ports canadiens et venir en aide à l'agriculture.

A Cobourg, le 4 juin, il disait :

Une grande proportion des gens qui prennent la route des Etats-Unis partent des campagnes parce que le Gouvernement a cessé de protéger le cultivateur.

L'Ottawa Morning Journal du 26 juin citait comme suit un discours prononcé la veille à Woodstock :

Pourquoi, a demandé M. Bennett, dans la négociation des traités le Gouvernement a-t-il négligé de protéger le blé et l'agriculture?

A Saskatoon, le 19 juin, il disait ce qui suit d'après le *Star-Phoenix* du lendemain :

Il n'y a qu'un moyen d'enlever le marché britannique à la Russie et à l'Argentine pour la vente du blé, et quel est ce moyen? De vendre à meilleur marché, n'est-ce pas? Et comment le fera-t-on? C'est ce que nous promettons de faire, dans tous les cas.

J'appelle l'attention de mon honorable ami sur cette déclaration faite à Saskatoon. Lorsque mon honorable ami prendra la parole, j'espère qu'il nous expliquera la façon dont il entend tenir cette promesse.

Puis-je maintenant dire un mot sur sa promesse concernant la stabilisation des conditions économiques? Dans son engagement général, il a promis le maintien du commerce, l'absence des modifications trop fréquentes des tarifs intérieurs et extérieurs. Voici ce qu'il disait à Winnipeg le 9 juin :

Le Gouvernement comprend-il que le commerce est impossible sans la conservation des marchés actuels, que vous ne pouvez placer des capitaux dans une province à moins d'être assuré que les conditions commerciales ne changeront pas? Il ne comprend pas que ce ne sont pas les tarifs seuls qui sont à craindre, mais les changements apportés à ces tarifs. Que